

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 113

18 octobre - 31 octobre 1971

LE NUMERO :

0,50 F

La classe ouvrière et les sirènes de l'économie nationale

« Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes.

« Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, — l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci qui alors leur fait obstacle (...).

« Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir ».

(Manifeste du Parti Communiste, 1848).

Les ouvriers retrouveront-ils, dans la mémoire collective de leur classe, l'écho de ces paroles qui semblent avoir été gravées, il y a un siècle, pour répondre aux questions brûlantes d'aujourd'hui? Ces paroles nous avertissent que les crises, l'engorgement des marchés, les guerres commerciales, ne sont pas des accidents bizarres dans la vie du mode de production capitaliste, mais ne représentent que l'envers de sa « prospérité » tapageuse, de sa richesse arrogante, de sa « puissante civilisation ». Ces paroles réduisent tout le sens des contradictions permanentes et insolubles de cette société capitaliste fondée sur l'exploitation impitoyable des travailleurs, dans les périodes de calme comme dans celles de tempêtes.

La crise, que messieurs les bourgeois préfèrent désigner simplement du nom de crise monétaire, est arrivée à temps pour redonner du souffle aux sirènes de la rhétorique patronale. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les prolétaires sont soumis de toutes parts à ce sermon quotidien qui résonne avec la monotonie obsédante d'un prêche récité du haut d'une unique chaire et retransmis par des milliers de haut-parleurs: Courbez l'échine! Serrez-vous la ceinture! Soyez « responsables! »

Ne dissipez pas le patrimoine commun! Retrouvez le goût et l'orgueil du travail! Ne succombez pas à la tentation d'interrompre le rythme harmonieux des chaînes de montage! Nous sommes tous frères: rassemblons-nous autour de notre Mère Patrie et de notre Père l'Etat, et rendons hommage à leur rôle de parents attentifs et d'administrateurs prévoyants!

Mais aujourd'hui la crise est à l'échelle mondiale et dans chaque pays revient comme un cauchemar la crainte non seulement d'un ralentissement de la production, mais même de son arrêt dans des branches entières. Aujourd'hui le chapelet des licenciements, des mises-à-pied, des fermetures d'usines commence à se dérouler à un rythme de plus en plus rapide; les prix montent de façon vertigineuse et les lumières d'une prospérité qu'on prétendait éternelle s'éteignent peu à peu sur la scène d'une incertitude générale et, pour beaucoup, d'une misère accrue. Et c'est pourquoi, aujourd'hui, le sermon s'enrichit de nouveaux arguments et touche de nouvelles cordes.

Les prédicateurs de l'ordre établi sont même prêts à tendre aux prolétaires le rameau d'olivier et à invoquer leur aide pour sauver le navire qui est en train de couler avec ses trésors: Ce n'est pas votre faute ni la

nôtre — disent-ils — et ce n'est pas non plus la faute au « système ». C'est la faute à Nixon, ou à Mister Dollar, ou au Fonds Monétaire International, ou au Japon, ou à l'Allemagne (en l'occurrence, ce n'est plus la Russie qui est le croquemitaine), et plus généralement c'est un rouage qui est grippé, on ne sait pas pourquoi.

Faisons front commun, défendons l'économie nationale (qui appartient à tous), ne gênons pas le patient travail des hommes d'Etat pour remettre de l'ordre dans l'harmonie des échanges mondiaux provisoirement troublée, écoutons (sinon Giscard d'Estaing) du moins les prédicateurs polonais qui nous enseignent qu'il ne faut pas trop demander, car l'économie nationale ne peut pas tout donner d'un seul coup.

Patrons et ouvriers, nous sommes dans le même bateau: aidez-nous et vous vous aiderez vous-mêmes! Fidèles à leur fonction d'enfants de chœur servant un grand-messe, tous les opportunistes politiques et syndicaux, P. C. en tête, entonnent le psaume de la "défense de la souveraineté nationale et de la démocratie", des réformes, de la politique des prix et de l'emploi; et demain, s'il le faut, de la lutte contre l'étranger!

Prolétaires, bouchez-vous les oreilles. La « crise de la mi-

(Suite page 4)

"Forces de l'ordre"

Les bourgeois ont peur. Des signes de reprise prolétarienne un peu partout dans le monde, en France la grande flambée de mai-juin 68, et maintenant la crise « monétaire » mondiale. Rien d'étonnant s'ils cherchent à mieux se protéger et si l'Etat renforce sa police et la modernise. Le budget prévoit qu'en 1972 les crédits pour le personnel de police auront augmenté de 76 % par rapport à 1968 et les crédits en matériel de 82 %. Locaux nouveaux, augmentation massive des effectifs, en particulier en banlieue, où ils auront "plus de stabilité et d'efficacité".

Les policiers se trouvent encore mal récompensés de leurs services. Ils veulent être payés plus cher, être encore plus nombreux et "travailler" dans de meilleures conditions, pour pouvoir tabasser avec moins de fatigue: c'est normal! Mais ils se sentent encore mal dans leur peau. Ils veulent aussi être "aimés" de ceux qu'ils protègent: c'est humain! Alors, en mars dernier, ils ont ouvert le dialogue avec la "population" et non seulement les protégés, mais les tabassés sont venus leur parler. Mais le coup de génie est venu en septembre: la contestation leur a ouvert le cœur de tous les prétendus révolutionnaires.

Il y a trois mois, remarquait Pompidou dans sa conférence de presse, on les traitait encore de SS, d'assassins. Aujourd'hui, il aura suffi qu'ils menacent d'occuper Matignon, il aura suffi d'une sanction prononcée à l'encontre du responsable d'une telle déclaration, pour que tout l'essaim des mouches du coche de la bourgeoisie — des stalinien aux "gauchistes" — s'émeuve, se scandalise, offre aux brimés sa compréhension, voire son soutien, au grand amusement des bourgeois, Pompidou en tête.

Folie collective passagère? Non, bien sûr. Toutes les prises de position de ces défenseurs "de gauche" des forces de l'ordre en proie au "malaise des âmes" s'inscrivent dans une logique qui est la logique même de l'opportunisme, agent de la bourgeoisie, mystificateur et propagateur de l'idéologie bourgeoise dans les rangs du prolétariat.

"La police, a dit Engels, est aussi vieille que l'Etat". Le marxisme a montré que l'Etat est un "pouvoir spécial de répression" aux mains de la classe dominante. Dans le régime capitaliste, il est l'instrument qui sert à maintenir la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat, et celui-ci ne pourra se libérer qu'en "brisant la machine d'Etat" et en le remplaçant par son propre Etat de classe, par sa propre dictature, après quoi l'Etat s'éteindra en même temps que les classes elles-mêmes disparaîtront dans le communisme.

La conception de l'Etat est la clé de voûte de toute la doctrine marxiste. Elle réduit à néant la mystification bourgeoise selon laquelle l'Etat n'est qu'un arbitre

nécessaire, neutre et impartial, entre les "citoyens" ou, à la rigueur, entre les différentes classes. Elle réduit à néant la mysti-

(Suite page 4)

HONGRIE Les Syndicats encouragent l'exploitation du prolétariat

Comme leurs compères occidentaux, les Etats capitalistes de l'Europe de l'Est, plus connus sous le nom de « démocraties populaires », se doivent, face à la concurrence et face aux marchés qu'ils envisagent de conquérir, d'organiser leur économie.

Le mythe stalinien du socialisme dans un seul pays s'écroule lamentablement et inéluctablement car, pas plus que la Pologne, la Tchécoslovaquie et tous les autres pays, ceux d'Allende et de Castro, de Mao et de Brejnev, la Hongrie ne peut se soustraire aux lois de l'économie capitaliste: production de marchandises, commerce, concurrence, accumulation de capital, développement de l'industrie nationale pour la conquête de marchés nouveaux. Mais pour qu'une économie, pour qu'une industrie, pour qu'une marchandise soient compétitives sur le marché, la bourgeoisie et son Etat sont contraints (laissons aux démocrates ignares et aux stalinien le soin de noircir du papier au sujet des bons et mauvais patrons, des bons et mauvais fonctionnaires d'Etat) de réduire au maximum les coûts de production. Comme leurs amis Heath et Chaban-Delmas, les « techniciens-fonctionnaires » et tous les « camarades-directeurs » doivent organiser rationnellement l'économie nationale: la survie de l'Etat capitaliste hongrois est à ce prix!

« Organiser l'économie », « abaisser les coûts de production » ce langage-là est international car il signifie partout: exploitation forcée du prolétariat! Pour tous les Etats bour-

geois du monde, la compétitivité de leur économie ne peut se réaliser que sur le dos des prolétaires. Langage international car partout il peut se traduire par: produire, serrer à ceinture, jeter des miettes de temps en temps aux esclaves de l'économie capitaliste. Ces miettes-là sont nécessaires: tout bourgeois sait qu'un ouvrier affamé et usé « prématurément » ne peut plus produire.

Pour organiser et discipliner les masses exploitées dans le travail, tous les moyens sont bons; en Hongrie comme ailleurs, l'Etat capitaliste sait très bien user de certains stimulants pour faire suer les prolétaires: primes à la production, hiérarchie et différenciation des revenus, promotion sociale; et quand ceux-ci n'y suffisent plus, alors, comme dans toute société capitaliste, on emploie le bâton.

Dans sa maudite exploitation, à l'Est comme à l'Ouest, le Capital bénéficie de l'appui ouvert d'organisations manoeuvrant à l'intérieur même des masses opprimées: les syndicats. Sous une forme différente de celle adoptée dans les démocraties occidentales, ces forces « syndicales » remplissent toutes la même fonction: accorder et stabiliser les rapports sociaux conformément aux exigences de l'économie capitaliste. Agent direct de l'Etat bourgeois,

le syndicat hongrois met toutes ses forces au service de l'exploitation des prolétaires de Hongrie.

Les preuves les plus indiscutables nous sont fournies, involontairement il est vrai, par « Le Peuple », organe officiel de la CGT (1 au 15 juin, numéro 870) qui publie un communiqué sur la consultation du gouvernement et du Conseil Central des Syndicats Hongrois.

Avec un cynisme ignoble, le communiqué nous apprend que les dirigeants du Conseil Central des Syndicats Hongrois (CCSH) considèrent qu'un « soin particulier » doit être pris pour que la stimulation soit encore davantage « qu'auparavant liée au travail » accompli, afin que le revenu des travailleurs accomplissant « un travail quantitativement et qualitativement meilleur augmente plus que la moyenne ». « Les dirigeants du gouvernement étaient d'accord avec cette aspiration ». Voilà le « socialisme » stalinien: le travail aux pièces! S'il veut survivre, le prolétaire hongrois doit verser sa sueur jusqu'à la dernière goutte. La seule préoccupation (et il ne peut y en avoir d'autre!) des bourgeois et de leurs larbins est de faire augmenter sans cesse la productivité du travail, l'économie nationale ne peut prospérer que si l'exploitation du prolétariat hongrois se renforce, et n'est-ce pas une « bonne » méthode de la renforcer que de créer, avec l'appui inconditionnel du

(Suite page 3)

REUNION PUBLIQUE A SAINT-ETIENNE

Le vendredi 22 octobre, à 20 h 30

au « Cercle Pédagogique », 90 bis, Boul. Valbenoite

Nature et fonction du P.C.F.

LA C. G. T. DE 1945 A 1947

II. — Sous le signe du tripartisme et de l'union sacrée

« Vive la France immortelle ! » (" L'Humanité ", 25 août 1944). « Tout pour la guerre... rester unis au sein de la Communauté française... aider de toutes ses forces le gouvernement... former l'armée de la liberté... » (" Rouge-Midi ", 11 septembre 1944) ; « La jeunesse de France exige la mobilisation des jeunes classes » (" L'Avant-Garde ", 22 décembre 1944). « Rassemblement des énergies françaises pour la Renaissance de la Patrie » (" Rouge-Midi ", 21 mai 1945).

Ces quelques manchettes de la presse « communiste » de l'époque suffiraient à donner une idée du climat politique général dans lesquels se déroulent les événements qui font l'objet de la présente étude, déjà présentée dans notre dernier numéro.

En août 1944, après la libération de Paris, la victoire militaire des Alliés est assurée ; bourgeois, industriels, curés, socialistes, démocrates et stalinien, la célèbre de concert comme l'avènement d'une ère de fraternité entre tous les hommes épris de paix et de concorde entre les nations « libres ».

Le triomphe de la démocratie, pour laquelle on a envoyé des millions de prolétaires s'encre-massacrer, marquerait à les en croire la fin des antagonismes entre les classes et des rivalités interimpérialistes.

En fait, derrière cette façade idyllique que seul le prolétariat international, complètement balayé, politiquement et physiquement, a pu prendre au sérieux, les vainqueurs russe et américain entament déjà un nouveau partage du monde qui porte en germe la guerre froide.

Le débarquement des anglo-américains en Normandie (et non dans les Balkans) est en fait la reconnaissance en Europe d'une zone d'influence russe et d'une zone américaine, même si les modalités précises et les détails ne sont pas encore tout à fait réglés (les accords de Yalta ne seront signés qu'en janvier 1945).

Aux deux zones d'influence ainsi définies correspondent, pour les faux partis communistes, soumis aux impératifs de l'impérialisme russe, deux politiques différentes : à l'Est investir le pouvoir, à l'Ouest le ménager et s'y adapter. Pour les partis stalinien des démocraties alliées, il s'agit avant tout de préserver à tout prix ce précieux équilibre qui protège les conquêtes de Moscou. La voie légaliste, parlementaire, la participation aux gouvernements d'Union Nationale était celle qui correspondait le mieux, à ce moment là, aux intérêts de l'Etat russe. Loin de nous l'idée de reprocher aux amis de M. Thorez de ne pas s'être emparé du pouvoir, ce serait s'abaisser à les qualifier de traîtres au mouvement ouvrier, au communisme, et communistes, ils ne l'ont jamais été !

Force contre-révolutionnaire enfantée par la décomposition de la 3^{me} Internationale, le P.C.F. (et tous les organes qui contrôlaient au sein même de la classe ouvrière) ne pouvait être autre chose qu'un parti de gouvernement bourgeois. Les succès électoraux du P.C.F. au lendemain de la guerre, le rôle qu'il a tenu dans la résistance patriotique, son habileté à embrigader les masses ouvrières dans la « chasse aux boches » ne peuvent s'expliquer que par la défaite internationale du prolétariat et son effondrement total

bourgeois : participer activement aux affaires de leur patrie. Lorsque les chefs de ces deux partis moururent, les télégrammes de condoléances des présidents des républiques française et italienne... sans oublier celui du Pape, prouvent au monde entier avec quelle maîtrise ils s'étaient acquittés de leur tâche, avec quel enthousiasme ils défendirent leur camp, celui du Capital.

L'acharnement du P.C.F. et de la C.G.T. d'aujourd'hui à défendre l'époque glorieuse de l'opportuniste de 1944 à 1947 ne s'atténue pas. Dans "L'Humanité" du 22/8/1964, à l'occasion d'une polémique contre l'historien Dansette, se trouvent résumées en quelques lignes toutes les traditions que l'on peut attribuer au P.C.F. et à la C.G.T. : « Selon lui (Dansette) les communistes avaient pris part pour l'insurrection à Paris parce qu'ils savaient que les destructions et le désordre seraient favorables à leur entreprise révolutionnaire. De cette entreprise, cependant, le prétendu historien ne fournit aucune preuve, et pour cause ! Les communistes n'avaient d'autre but que la Libération de la France. Le combat pour la Patrie était leur seule loi. »

Avec de tels auxiliaires, l'avenir de l'Etat capitaliste français était assuré. De Gaulle le comprit très vite en les engageant dans son gouvernement. Dans une interview au journal "La Marseillaise" le 3/10/1971, Billoux, ex-camarade-ministre confirme en toute honnêteté : « De Gaulle avait besoin du Parti Communiste. »

Très rapidement, au lendemain de la libération de Paris, PCF et CGT vont se mettre au travail. Leur action sera orientée dans trois directions : poursuite de l'effort de guerre à outrance ; remise en place de l'Etat ; reconstruction nationale : la bataille de la production.

A peine reconstituée, la CGT affirme sa ferme volonté de soumettre le prolétariat à la discipline de reconstruction nationale : « Tous les travailleurs innocents sont disposés à faire tous les sacrifices indispensables, à s'astreindre à des déplacements provisoires, à consentir à travailler dans un autre métier que le leur... Quand les patrons sont défaillants, il faut faire confiance aux travailleurs pour produire ». (CGT - 18 novembre 1944).

Lorsque le 4 avril 1944 de Gaulle forme le gouvernement provisoire, il tient à y faire entrer des communistes. François Billoux sera Commissaire de l'Air, Fernand Grenier Commissaire d'Etat-place encore modeste, mais qui ne cessera de s'accroître au cours des trois années à venir.

Qui mieux que le PCF possède l'autorité nécessaire au rétablissement de l'ordre, qui mieux que la CGT peut lancer, avec enthousiasme, les ouvriers dans la grande bataille de la production ?

A la fin de l'année 1944, le pouvoir de l'Etat est solidement réimplanté, il s'agit dès lors de lui donner des assises solides et de fabriquer une constitution. Toute l'année 1945 sera baignée dans l'électoralisme. Les élections se succèdent de façon ininterrompue, ainsi que d'interminables débats à propos du mode de scrutin à adopter, des pouvoirs de l'assemblée, etc... Le PCF trouve là son terrain de prédilection et va se montrer le défenseur le plus acharné de la démocratie et de toutes les autres valeurs bourgeoises.

Sur le plan électoral il remporte succès sur succès, marquant ainsi l'étendue de la défaite de la classe ouvrière. Les

élections du 21 octobre sont un couronnement : à lui seul il obtient cinq millions de voix alors que le MRP en totalise 4.580.000 et SFIO - UDSR - MLN 4.491.000. Le PCF obtient 26 % des suffrages exprimés (15,5 % en 1936) et compte maintenant 152 députés contre 72 en 1936.

Un gouvernement d'Unité Nationale (PCF - SFIO - MRP) s'installe. L'URSS y est favorable. Aussi ne faut-il pas s'étonner au zèle du PCF, entre 1945 et 1947, à prévenir ou comater les crises ministérielles ! Au lendemain des élections, "l'Etoile rouge" à Moscou écrit : « Le gouvernement de la période transitoire ne sera fort que si les trois grands partis coopèrent avec le souci de constituer un avenir démocratique et de progrès. »

Fort de ses cinq millions de électeurs, le PCF essaie d'obtenir au moins l'un des trois grands ministères : Intérieur, Affaires étrangères, Guerre. De Gaulle le remet à sa place, sans ménagement, en déclarant publiquement que s'il est prêt à lui donner les ministères économiques, il ne croit pas « pouvoir leur confier aucun des trois leviers qui commandent la politique étrangère ». Aurement dit, si le parti de Thorez a pu se faire quelque illusion, qu'il sache bien que son rôle se borne à encadrer les ouvriers et à les aider à retrousser les manches. Les ministères qui correspondent le mieux à sa fonction vont lui être attribués : Economie, Travail et Production. Un scénario identique se reproduit début 1946 quand le PCF postule à la présidence du Conseil, puis en juin de la même année (ayant gagné 200.000 voix aux élections) lorsqu'il demande à nouveau le ministère de la Défense Nationale. A chaque fois il larmoie (...c'est un outrage à notre honneur de français) mais s'incline et vote dans la discipline nationale.

Quand il l'obtiendra enfin, en juin 1947, il révélera lui-même en vertu de quels mérites il est en droit de réclamer les « honneurs de la Nation » et de désarmer des réticences exprimant, comme celles de de Gaulle un an plus tôt, l'ultime méfiance de la bourgeoisie française à l'égard de ceux qui n'avaient plus, de communiste, que le nom : « Le PCF a fait ses preuves... Depuis la fin de la guerre, il a appelé courageusement au travail pour que la France renaisse et vive libre, juste, heureuse. »

A tous ces débats politiques, la CGT prend une part très large. A chaque élection la centrale de Frachon et Jouhaux appelle directement à voter sur les mots d'ordre : « Votez Français, votez républicain ». Aux élections municipales d'avril des candidats se présenteront en son nom et, comme le PCF, mèneront campagne en faveur du mode de scrutin proportionnel ; certains cadres de la CGT siègeront en tant que députés à l'assemblée consultative. Dans le même esprit de collaboration de classe, les comités d'entreprise seront formés en janvier.

Courroie directe de transmission du Capital, la CGT ne pouvait manquer de s'ouvrir aux cadres et techniciens qui veront en elle l'organisation seule capable de relancer cette économie française qu'eux-mêmes

aiment si bien soutenir dans leur rôle de petits chefs dans les entreprises.

Les troupes de ce syndicat savent fort bien à quoi s'en tenir quand Thorez déclare : « Nous qui sommes des communistes, nous ne formulons pas présentement des revendications de caractère socialiste ou communiste, nous disons cela au risque de paraître tiède à ceux qui ont constamment à la bouche le mot de révolution ». Son programme est clair, c'est celui du C.N.R. (conseil national de la résistance) : « Nous jurons d'exhorter à la production ». Il s'y ajoute l'attachement à la Patrie, la fidélité à l'idéal de la Liberté.

Frachon, Monmousseau et Thorez, en dignes représentants de l'aile gauche de la bourgeoisie française feront discours sur discours pour exalter la bataille de la production et encourager la reconstruction nationale : « Nous appelons à nouveau tous les ouvriers à travailler avec ardeur, avec abnégation. Nous leur demandons, en particulier dans les usines de guerre, d'accroître sans cesse le rendement et de dépasser les plans prévus. Nous demandons à tous nos camarades de prendre l'initiative de constituer partout des comités patriotiques de production. » (Frachon, rapport au CCN le 27 mars 1945).

« Produire est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe. » (Thorez, Congrès de la fédération des mineurs CGT 16 février 1946). Lors d'une manifestation organisée par la CGT à l'occasion du 1er mai on pourra même lire sur les pancartes cégétistes : « Les ouvriers au boulot et les traîtres au poteau. »

A ces éléments principaux de l'année 1945, il faut ajouter les massacres des populations paysannes de Seuf en Algérie. Avec un camarade-ministre commissaire de l'Air, l'aviation française fit merveille en massacrant des milliers de paysans algériens que la famine et l'oppression coloniale avaient poussés à la révolte. « Provocation fasciste », s'écriera le PCF, la CGT quant à elle prendra une position plus générale : « Le droit des nations à l'indépendance implique pour toutes les nations la subordination de leur propre souveraineté à la souveraineté suprême de la souveraineté internationale. »

En termes clairs cela signifiait : toutes les colonies françaises doivent subordonner leurs intérêts à ceux de l'Union française ! Avec de tels défenseurs de sa politique d'oppression coloniale l'Etat français pouvait être rassuré ; la CGT défendra encore cette position lors de la répression sanglante à Madagascar et quand commenceront les incidents au Viet-Nam.

L'année 1946 commence par une crise ministérielle, le 20 janvier, De Gaulle démissionne de la Présidence du Conseil. Le PCF le traitera de « chef factieux » et de « provocateur » (Thorez : « Fils du peuple »). Avec son appui, le socialiste Félix Guoin devient président du Conseil ; le PCF quant à lui participera encore très largement au gouvernement avec des ministres à l'Economie, à la

(Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 23 octobre et 6 novembre, de 15 h. à 19 h. Les dimanches 31 octobre et 14 novembre, de 10 h. à 12 h., au siège du « Prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h. au siège du « Prolétaire », 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h., au « Cercle Pédagogique », 90 bis, boulevard Valbenoite.

Correspondance :

" le prolétaire " 3.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

" le prolétaire " C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire " 1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste " 1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste " et " le prolétaire " 1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

- ★ " prolétaire " : 6 mois.
- ★ " prolétaire " : 1 an
- ★ programme communiste
- ★ combiné.

(entourer l'étoile)

La C. G. T. de 1945 à 1947

Production, au Travail, à la Reconstruction, avec en plus quelques secrétariats d'Etat.

Aux élections législatives de juin le PC gagne encore des voix et réclame à nouveau la Défense Nationale. Son souci de préserver l'Unité Nationale le fait s'incliner à nouveau face à l'hostilité du MRP. Ce souci constant du maintien de la coalition gouvernementale n'est pas étranger au fait que Bidault défend au même moment les intérêts nationaux à la Conférence de Quatre (avril-juillet) et pour des partisans acharnés de l'annexion de la Sarre et du charbon de la Ruhr comme PCF et CGT, toute crise ministérielle est à éviter : l'intérêt de la France avant tout ! Après l'échec de cette conférence, les partenaires gouvernementaux se montrent plus intransigeants, le tripartisme entre en crise. Au mot d'ordre du MRP : « Un gouvernement Bidault sans Thorez », le PCF répond : « Un gouvernement Thorez sans Bidault. »

Après les élections législatives de novembre 1946, fort de ses 5,5 millions d'électeurs et de ses 186 députés, le PCF pose la candidature de Thorez à la Présidence du Conseil, et comme le secrétaire général de ce parti le dit bien : « Le comité central, réuni à Puteaux, élabore un programme que pouvaient accepter tous les républicains » et qui aurait assuré le relèvement de la France. Mais une équipe de dirigeants socialistes sous la conduite de Blum occupera tous les fauteuils ministériels, sans MRP ni PCF.

Comme en 1945, la CGT suit de très près toutes ces campa-

gnes électorales. Elle appelle les travailleurs et les républicains à voter « oui » au projet de la constitution d'avril, et mènera partout campagne pour la Démocratie, contre l'abstention.

Sur le plan international, la façade idyllique entre les alliés et les russes ne s'est pas encore effritée. La CGT réclame la défense des intérêts de la nation mais tient aussi à ce qu'un juste équilibre entre les alliés soit maintenu.

« Notre reconnaissance va également aux alliés et à l'U.R.S.S. »

Elle célèbre le « principe de tolérance entre les différents systèmes démocratique et de non-immixtion dans les affaires intérieures des autres pays ». Le « Peuple », journal officiel de la CGT, s'élèvera

quant à lui contre ce qu'il appelle « les prétentions des petites nations qui remettent en cause ces accords. »

Au mois d'avril, le « Peuple » annonce un prêt canadien à la France et les pourparlers de Blum pour obtenir des crédits des USA, et ceci sans le moindre commentaire défavorable de sa part. On est encore loin des vociférations que CGT et PCF lanceront contre le « parti américain », contre les « bradeurs de l'intérêt national » au moment du plan Marshall en 1947.

Sur le plan économique, la CGT poursuit activement la politique de reconstruction. La production s'est encore accrue et selon un bilan de la « Vie Ouvrière » en mai 1946, certains secteurs ont déjà rejoint le niveau de 1938.

Indices de la production française. (extrait de "La Voix du Peuple" de septembre 1948)

| (année 1938 = 100) | 1945 | 1946 | 1947 |
|----------------------------|------|------|------|
| énergie électrique | 94 | 120 | 139 |
| gaz | 115 | 145 | 146 |
| charbon | 76 | 106 | 99,5 |
| fer | 40 | 49 | 56 |
| beauxite | 36 | 66 | 100 |
| phosphates | 68 | 120 | 130 |
| machines-outils | 92 | 140 | 170 |
| trac teurs agricoles | 10 | 106 | 280 |

Comme l'écrivait Thorez dans son "Fils du Peuple", « ces succès sont dus pour l'essentiel » aux efforts et aux initiatives des ouvriers qui, guidés par leurs organisations de classe, ont su surmonter les difficultés et vaincre le sabotage des trusts apatrides... L'intérêt du pays et l'intérêt des travailleurs exigent le développe-

ment de l'économie, conditions de l'indépendance nationale ».

Les effets de cette reconstruction, de cette exploitation forcée ne vont pas tarder à se faire sentir.

L'indice des prix, fixé à 100 en 1936, monte à 497 à la fin de l'année 1945, en décembre 1946

Les Syndicats encouragent l'exploitation du prolétariat

(Suite de la 1^{re} page)

syndicat d'Etat, une concurrence entre les ouvriers !

Quant à l'encadrement et à la discipline à faire régner, tout naturellement, le syndicat va s'en charger.

« Les dirigeants du gouvernement ont fait mention du fait que les travailleurs changent trop souvent d'emplois (le communiqué se garde bien d'en donner les raisons - N. d. R.), cette fluctuation constitue une entrave sérieuse à la production plus rentable, plus efficace ». « Le gouvernement a pris une série de mesures en conformité avec le plan quinquennal (et non en conformité avec les aspirations des masses exploitées - N. d. R.). Il demande au syndicat d'expliquer largement aux travailleurs, le but de ces mesures, et d'aider par leurs moyens spécifiques (sic...) à faire cesser ces phénomènes in-

» désirables. Les syndicats ont été d'accord, et s'engagent à répondre, comme par le passé, » aux tâches qui leur incombent dans ce domaine ».

Ce serait beaucoup demander aux syndicats hongrois que de préciser quels sont ces « moyens spécifiques » dont ils disposent pour accomplir leur tâche de garde-chiourme qui, pour engraisser son maître, met les esclaves au travail, avec un fouet s'il le faut ! Tout est mis en oeuvre pour diviser les ouvriers : « il est de première importance d'accorder une attention accrue à l'estime que qui doit être portée à l'égard des anciens travailleurs fidèles à leur entreprise et pour les apprécier davantage face aux travailleurs qui changent fréquemment d'emploi. Il faut que la reconnaissance à l'ancienneté s'exprime dans les salaires ainsi que l'accroissement des entreprises pour la construction des habitats ». L'Etat capitaliste hongrois, on le voit, ne néglige rien pour enchaîner toujours plus le prolétaire : prime de « fidélité » et HLM-casernes à proximité de l'usine.

Mais toutes les belles déclarations de l'« Humanité » au sujet de l'abaissement de la durée du travail dans les pays « socialistes » n'ont pu empêcher les syndicats hongrois d'avouer que « dans certaines branches industrielles et usines, il y a une proportion exagérée d'heures supplémentaires, mettant en cause la santé des travailleurs. Les syndicats s'efforceront de prendre des mesures afin de les réduire successivement ». Quelle belle façon de se voiler la face ! Beau « socialisme » que celui qui oblige les prolétaires à fai-

re un nombre « exagéré » d'heures supplémentaires pour survivre. Ce qui met en danger la santé et la vie des travailleurs, c'est l'économie capitaliste hongroise qui les force à travailler toujours plus s'ils veulent avoir un plus gros morceau de pain ! La santé des travailleurs a toujours préoccupé l'Etat bourgeois quand la qualité et la productivité du travail s'en ressentent. « Faites des heures supplémentaires mais pas trop, car votre mauvaise santé vous empêcherait d'engraisser sa majesté le Capital ! ». Voilà le langage que tiennent tous les bourgeois du monde !

S'il faut une preuve de plus pour démontrer le rôle ignoble de ces forces « syndicales », « Le Peuple » de M. Séguéy se charge de nous la procurer : « Les dirigeants du CSH et du gouvernement ont accordé leurs vœux sur les possibilités de la réduction des horaires de travail. Ils chargent les ministres des différentes branches industrielles d'élaborer jusqu'à la fin de l'année, en commun avec les fédérations syndicales, des propositions correspondant aux besoins économiques, (souligné) par nous - N. d. R.), pour la cadence ultérieure de la réduction des horaires de travail ». Comme leurs frères des pays occidentaux, les ouvriers hongrois sont livrés, pieds et poings liés, par les organes de collaboration de classes que sont les « syndicats » aux exigences économiques de la société qui les exploite.

Du fait de son sous-développement économique, l'Etat hongrois doit sans cesse accélérer son rythme de production et pour cela, il lui faut un prolétariat soumis et discipliné. A chacun son travail, celui des syndicats en Hongrie est de se comporter en chien de garde. L'Etat capitaliste hongrois a sans aucun doute joué sa dernière carte en misant directement sur la violence morale et physique exercée par les syndicats à l'encontre de la masse ouvrière pour la soumettre à la discipline du Capital. Cette force se révélera à pour lui car il se prive de cette arme précieuse qu'est l'opportunisme.

Les prolétaires hongrois camarades polonais des ports de la Baltique, et alors ce jour-là gare à la revanche, messieurs les membres du gouvernement et du Conseil Central des Syndicats Hongrois.

il atteindra 865 et en novembre 1947, 1068 ! La courbe des salaires, tout au contraire, stagne : le « retrouvez les manches » s'accompagne, pour les ouvriers, du « serrez la ceinture » ! L'indice des salaires, fixé à 100 en 1936, plafonne à 500 en 1947.

Les difficultés de ravitaillement persistent, les cartes de rationnement n'ont pas disparu (en septembre 1947 la ration de pain tombe à 200 g.). Jusqu'en 1946, les salaires sont officiellement bloqués, mais la C.G.T. soutient malgré tout que « du fait de l'augmentation des heures supplémentaires, on ne peut parler de blocage des salaires ».

Malgré cette exploitation intense, rares sont les sursauts des travailleurs pour défendre leurs conditions élémentaires de vie et de travail. Quelques grèves cependant éclateront à la fin de l'année 1946 et les camarades-ministres auront des difficultés à les étouffer, car ces mouvements spontanés manifesteront une véritable opposition au syndicat, défenseur inconditionnel de l'intérêt national.

La grève de la presse éclate dans la deuxième quinzaine de janvier, en rébellion contre les consignes de la C.G.T. En octobre 1945, un protocole d'accord avait été signé entre les rotativistes et les délégués patronaux ; il promettait aux ouvriers une augmentation des salaires dès le 1er janvier 1946. Le gouvernement, avec Ambrose Croizat comme ministre P.C.F. du Travail refuse d'homologuer ce protocole, prenant pour prétexte le blocage des salaires. Un comité de grève se forme aussitôt, la parution des journaux est suspendue. L'« Humanité » essaye de paraître, mais les grévistes bloquent une de ses camionnettes. Croizat, au nom du gouvernement et du P.C.F., la C.G.T., tous sont unanimes pour condamner la grève en prenant pour prétexte qu'elle prive les parisiens d'informations sur la crise ministérielle, sur les débats aux Nations Unies, que la grève a été provoquée par des ouvriers bien rémunérés et surtout que les gars du Livre n'ont pas fait grève sous l'occupation. Dans une lettre adressée au « Ministre provisoire du Travail » les grévistes répondront :

« Nos ministres et députés ont-ils omis de revaloriser leurs indemnités de façon substantielle : 350.000 francs, dont 90.000 seulement frappés d'impôt ? Oh ! vous aviez voté contre... et vous aviez beau jeu de le faire. Mais vous avez encaissé tout de même !... Nous avons un salaire supérieur à d'autres catégories d'ouvriers, nous en convenons. D'autres gagnent plus que nous ; nous n'en sommes pas jaloux. D'autres encore gagnent beaucoup moins que nous ! C'est injuste... Où voulez-vous en venir, en somme ? A diviser la classe ouvrière ? »

Le bruit court d'une prochaine réquisition des ateliers décidée par le gouvernement et de l'arrestation du Comité de Grève. Le conflit se résoud par un arbitrage de Louis Sallant, président du C.N.R. Ce vieil ami de Jouhaux, dans la nouvelle unité syndicale, sert de lien entre les deux tendances concurrentes de la C.G.T. d'avant-guerre. Il paraît tout désigné pour apaiser les grévistes. En fait il leur accorde une petite augmentation et ordonne la reprise du travail.

Lorsque ce résultat est acquis, le Conseil des Ministres refuse d'homologuer son « arbitrage », car - dit Croizat dans « L'Humanité » - « le Conseil des Ministres n'a pas à se sentir lié par l'arbitrage de Louis Sallant ».

Ce fait illustre la division du travail entre les opportunistes : les ministres « communistes » servent les intérêts de l'Etat ; les syndicalistes « communistes » ou apparentés arrêtent les grèves par des « arbitrages » que leurs collègues au gouvernement foulent aux pieds ! Seule une prime de rendement sera accordée aux rotativistes. Mais leur ressentiment est grand : lorsque les journaux reparaissent, « L'Humanité » est censurée par ses propres ouvriers parce qu'elle donnait une version mensongère de la grève (1er février 1946).

D'ailleurs à l'intérieur de la Fédération du Livre, un courant d'opposition syndicaliste révolutionnaire mène la lutte contre la C.G.T. Lors du Congrès confédéral de 1946, le courant de Monatte fait paraître une brochure dénonçant le rôle de la C.G.T. ses hymnes à la production au mépris des intérêts immédiats des travailleurs, son chauvinisme et son colonialisme. En juillet, la grève des postiers sera qualifiée de « provocation hitléro-trotskyiste » par la C.G.T. et entraînera une action de la corporation, très importante à un moment donné, dans une opposition décidée. Ces postiers dissidents, conduits par le comité de grève constitueront une des forces principales de la future F.O.

Il ne faudrait pas cependant se bercer d'illusions, et ce, malgré le courage et la grande combativité de ces ouvriers, en attribuant à ces travailleurs décidés à survivre une conscience révolutionnaire. Tout en essayant de s'opposer aux conditions de vie et de travail misérables que leur imposait la reconstruction nationale, ils n'en demeureraient pas moins des démocrates, des patriotes entraînés par le raz de marée contre-révolutionnaire.

Certains passages de la lettre adressée par les grévistes du Livre au ministre stalinien du Travail sont significatifs à ce sujet. « ... Il faut améliorer le sort des ouvriers qui ne gagnent pas suffisamment leur vie. Comment y parvenir, étant donné la gravité de la situation ? En portant au pouvoir des hommes vraiment capables... Et pour finir, sachez, Monsieur le Ministre provisoire, que les ouvriers du Livre sont, quoi que vous ferez en pensant, de vrais Français. Qu'ils ne sont pas patriotes ou anti-patriotes ; qu'ils n'ont jamais saboté la défense nationale, ni même la défense passive, suivant les nécessités d'une quelconque politique et que, quand l'heure vient de défendre la patrie, quelles que soient les circonstances, loin de s'enfuir honteusement en pays étranger, ils sont toujours là pour se faire casser la gueule, même s'ils ne sont pas spécialement visés, persécutés, acculés et donc dans l'obligation de se défendre ».

La contre-révolution avait vraiment vaincu, le communisme était sorti, et pour longtemps encore, du cœur et du ventre des prolétaires.

(à suivre)

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANCON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, SOCHAUX-MONTBELIARD, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETAIRE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

programme communiste

LE N° 51-52 A PARU

SOMMAIRE

- ★ La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit.
- ★ Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes.
- ★ En Angleterre aussi le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise nationale et l'opportunisme l'appuie.
- ★ Trotsky et la gauche italienne.
- ★ En mémoire d'Amédo Bordiga : La gauche communiste sur le chemin de la révolution. Le numéro 7 F - Commandes au « Prolétaire ».

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant - la Gauche communiste d'Italie - a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs - aux conséquences désastreuses - du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au « prolétaire ».

“ Forces de l'ordre ”

(Suite de la première page)
 fication des réformistes (autrefois les sociaux-démocrates, aujourd'hui tous les opportunistes, du P. C. aux faux extrémistes), selon laquelle le prolétariat pourra se contenter de reprendre cet appareil d'Etat, détourné de sa fonction première par un " pouvoir " malveillant, un " gouvernement " réactionnaire, voire fascisant, et le réutiliser tel quel,

Le front unique des gens de paix et des gendarmes

Le rôle le plus abject a été celui joué par le P. C. et le P. S. U., ces deux variantes, droitière et centriste, de l'opportunisme. Si le député Rocard est allé dans un commissariat offrir à la police le dialogue " sur un ton ferme mais courtois ", le député " communiste " Ducoloné a visé plus haut puisque c'est au premier ministre lui-même qu'il n'a pas hésité à adresser une " question orale " pour demander la levée des " sanctions arbitraires décidées par le ministre de l'Intérieur et frappant plusieurs responsables d'un syndicat de police " (Le Monde, 16/9).

Les arguments de ces deux champions du dialogue sont identiques. Selon Ducoloné, " en utilisant la police pour des actions répressives qui ne servent que ses propres intérêts politiques, le pouvoir suscite le désordre et crée le mécontentement parmi les policiers sans apporter à la population les garanties qu'elle est en droit d'attendre d'un service public.

La mystification est bien claire et parfaitement dans la ligne du P.C.F. Selon lui, la police est un instrument neutre, qu'on peut utiliser bien, c'est-à-dire en conformité avec sa vocation de " service public " ou mal, c'est-à-dire à des fins " répressives ". L'Etat est donc l'arbitre et le protecteur de la " population " à laquelle il fournit des " garanties " (c'est-à-dire l'ordre, bien sûr !) Mais tout se gâte à cause du " pouvoir " gaulliste, égoïste et fauteur de " désordre " (complice des gauchistes, donc !) Raisonnablement typique d'un parti de collaboration de classe, qui parle d'intérêt de " l'ensemble de la population " pour mieux cacher qu'il trahit l'intérêt de la classe prolétarienne, et qui n'accuse le gouvernement que pour mieux dé-

fendre l'Etat bourgeois (dont le gouvernement, la police, etc..., ne sont que de simples rouages).
 La conclusion implicite de telles formules, c'est en effet que pour le plus grand bien de la " nation " tout entière il suffira simplement de remplacer le gouvernement actuel par un gouvernement " communiste ", ou même " de gauche " : inutile la révolution, inutile la destruction violente de l'Etat !

C'est sans étonnement qu'on retrouve les mêmes thèmes dans la presse du P.S. (Tribune Socialiste, 16/9), avec quelques variantes dans la forme, chacun des deux partis devant adapter sa démagogie à son électorat propre. On retrouve la même distinction implicite entre " régime " (ou " pouvoir ") et Etat, la même assimilation de toutes les classes ou catégories dans le magma de la " population ", la même supercherie qui tend à faire passer les policiers, ces mercenaires au service du capitalisme, pour des " travailleurs " comme les autres, " exploités " comme les autres, " syndiqués " comme les autres, et donc méritant leur solidarité. : " Le régime a tout fait pour que les policiers soient persuadés d'être solidaires des hommes ou pouvoir, pour les persuader qu'en défendant le régime ils défendaient leurs propres intérêts, pour qu'ils s'imaginent que l'ennemi ce sont les étudiants, les jeunes, les ouvriers en grève et les paysans en lutte, ce que contredit à l'évidence l'origine populaire de la plupart d'entre eux.

Malgré tous ces efforts les policiers commencent à comprendre que la cause qu'on les charge de défendre n'est pas la leur... Il est important que les policiers aient retrouvé, pour manifester leur irritation, le vocabulaire qu'ils ont appris des lycéens, des étudiants,

des travailleurs en lutte. Il est important que ceux qui ont défilé d'Evian à Thonon aient rencontré les ouvriers en grève. On peut penser que s'ils doivent un jour choisir, les policiers comprendront qu'ils ne peuvent pas être solidaires du régime qui les exploite.

Bref, " policiers travailleurs tous unis ", voilà le mot d'ordre de ces partisans des alliances subtiles. On ne voit vraiment pas comment les travailleurs pourraient leur répondre, sinon par un énorme éclat de rire. Dans l'alignement des classes, ce n'est pas l'origine, " populaire " ou non, qui compte, c'est la fonction, le rôle qu'on joue. Les flics sont payés pour faire leur métier, qui est de défendre l'ordre du capitalisme contre les forces tendant à le renverser, c'est-à-dire en fait contre la seule force révolutionnaire, le prolétariat.

Contrairement aux soldats du contingent qui sont forcés de porter les armes, mais restent des prolétaires, les flics, eux, sont des mercenaires qui se sont vendus à l'Etat de classe pour le défendre. Ce n'est pas le " régime " qui leur impose un rôle pour lequel ils ne seraient pas faits. Quel a été le rôle des braves " agents de police " parisiens pendant la guerre d'Algérie, sous la défunte IV^e République ? Quel a été le rôle des C.R.S., ce corps éminemment républicain, créé début 45 par le régime " issu de la Résistance ", devant les luttes ouvrières de 1947 ? Quelles que soient les marionnettes qui se trouvent

" Bonne " et " mauvaise " violence bourgeoise

En apparence, les gauchistes sont plus révolutionnaires. Mais au-delà de la phrase, le fond opportuniste est le même : c'est une fois de plus l'attachement à la démocratie, l'accent mis sur les formes de l'Etat (démocratique ou fasciste) pour mieux faire oublier que son contenu, lui, est identique.

Crier, comme les gauchistes le faisaient il y a peu de temps devant le déploiement extérieur de la répression, " CRS = SS ", impliquait logiquement qu'ils applaudissaient ces mêmes policiers une fois leur fonction répressive masquée : crier " A bas l'Etat policier " signifie qu'il peut exister un Etat non policier. L'opportunisme gauchiste excelle en effet lui aussi, comme le P.C. et le P. S. U., dans les distinctions subtiles. Pour lui, il y a une " mauvaise " et une " bonne " police. La mauvaise police, c'est bien sûr les C. R. S., les Gardes mobiles, les brigades spéciales, les barbouzes. La mauvaise police se distingue à ses mauvaises manières : elle frappe le blessé à terre, elle utilise les gaz ou les balles. La " bonne " police, elle, est plus polie et policée : elle est coiffée d'un képi et non d'un casque, parfois même — comme en Angleterre — elle n'a pas d'armes. La " bonne " police peut aussi devenir " mauvaise " selon les périodes (c'est là qu'intervient — encore — le rôle maléfique du pouvoir) : la police de Charonne ou de mai 68 était mauvaise, mais celle de 1945-47 était bonne, et si la police actuelle apparaît divisée, c'est qu' " elle n'est plus inconditionnelle " devant le pouvoir gaulliste (Rouge, n° 124), c'est qu'à côté des âmes damnées " aux ordres de Marcellin " il y a les hommes d'honneur qui ont gardé une étincelle de l'idéal de la Résistance !

Bref, et c'est là le fond de la question, il y a une police " fasciste " et une police " démocratique ", entre lesquelles Rouge ose écrire qu'il " passe une forme de lutte de classes " ; et la conclusion qu'en tirent nos opportunistes est que les travailleurs doivent " surveiller " la mauvaise police mais soutenir la bonne, pour lui éviter (sait-on jamais ?) d'être tentée de devenir mauvaise, c'est-à-dire de choisir " la voie des groupes fascistes " (L. O., n° 161).

Le malheureux Christian Riss n'a-t-il pas donné l'exemple ? Atteint à bout portant par la balle d'un " mauvais " policier puis licencié de Renault, il court aujourd'hui à la défense du " bon " policier par excellence, le Secrétaire général du Syndicat des policiers en tenue, qui vient d'être sanctionné : et notre " nouveau partisan " d'évoquer le passé républicain et antifasciste de

au gouvernement, l'Etat bourgeois reste identique à lui-même. Il est un instrument au service des intérêts généraux du capital, quelle que soit la fraction particulière de la bourgeoisie qui est appelée à les gérer, et quelle que soit la méthode qu'elle utilise. Comme le dit Engels, " l'Etat n'est rien d'autre qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela tout autant dans la République démocratique que dans la monarchie " (ajoutons : et que sous le fascisme).

En quoi les propos tenus par les policiers récemment sont-ils donc subversifs, comme le prétend le P.S.U. ? Monate, secrétaire général de la Fédération autonome (!) des Syndicats de police, est pourtant bien clair : « Ce que nous voulons, c'est que la police n'apparaisse pas comme une faction au service des uns ou des autres (c'est-à-dire des partis). Nous sommes seulement au service de l'Etat et de la République » (Le Monde, 17/9).

Les bourgeois sont tous d'accord là-dessus, que ce soit ceux qui réclament la sévérité à l'égard des policiers contestataires, que ce soit ceux qui réclament pour eux la " considération " publique. « La police défend la République contre la subversion. Sans elle, la loi ne serait qu'un chiffon de papier » (L'Aurore, 16/9).

Au fond, le P.C. et le P.S.U. ne veulent pas autre chose, seulement ils ne l'avouent pas à haute voix : opportunisme oblige !

" Monsieur Dauville ", qui a déjà été révoqué " pendant l'occupation ", et de rétablir la justice (" populaire ") en réclamant qu'un tribunal (" populaire ") juge et condamne le fascisme dans la police et dise que la révocation de M. Dauville est nulle de droit, de droit populaire s'entend.

Idolâtrie de la justice, du droit, du peuple, de la démocratie opposée au fascisme : il n'y a rien ici qui ne pue à plein nez l'idéologie bourgeoise et n'ait de quoi donner mal au cœur à un vrai communiste.

En réalité, la démocratie n'est pas moins violente que le fascisme : à la violence ouverte, qu'elle sait utiliser aussi bien que lui, elle ajoute tout un arsenal de séductions, qui sont autant de violences idéologiques qui paralysent la classe ouvrière et l'enchaînent plus solidement encore. Lorsque la démocratie passe à la violence ouverte, elle ne fait que se révéler pour ce qu'elle est : nous n'avons pas à préférer un ennemi masqué à un ennemi qui montre son visage et découvre ses armes.

A plus forte raison ne peut-on pas distinguer à l'intérieur de la police des méthodes plus ou moins " humaines ", des individus plus ou moins " méchants ", des catégories plus ou moins " répressives ". Les " bons " policiers qui manifestaient pacifiquement au mois de mars pour expliquer qu'ils étaient là pour assurer " la protection quotidienne des citoyens " (c'est-à-dire avant tout pour défendre la propriété privée !) faisaient encore et toujours leur métier de forces de l'ordre bourgeois : à leur fonction répressive physique ils ajoutaient pour une fois une contribution à la violence idéologique qui est habituellement exercée par les curés, les intellectuels, la presse, la radio, les sondages de l'I.F.O.P. et... les discours des opportunistes. Tous les démocrates, gauchistes compris, applaudissent devant des déclarations comme celle de la Fédération autonome de la police à son congrès de juin 70 : " Le maintien de l'ordre est la tâche journalière du policier en tenue, le rétablissement de l'ordre ne peut être qu'une tâche complémentaire. Orienter toute la politique de la police sur le rétablissement de l'ordre ne nous paraît pas nécessaire ".

Nous dirons, nous, que s'il faut choisir, nous préférons un ordre qu'il est " nécessaire " de " rétablir ", parce que cela signifie qu'il est menacé et que, si nous déplorons quelque chose dans cette période encore terriblement inerte et contre-révolutionnaire, c'est justement que le prolétariat ne se soit pas encore mis en mouvement en tant que force révolutionnaire organisée et internationale, et

qu'il ne contraigne pas encore les Etats bourgeois à utiliser toutes leurs forces d'ordre pour se défendre !

Pourtant, objecteront encore les démocrates staliniens ou gauchistes, vous autres doctrinaires, vous pêchez contre la dialectique et vous ignorez la tactique ; vous croyez pouvoir faire la révolution tous seuls, et si l'ennemi se divise, si l'Etat se décompose, vous ne savez pas en profiter ! A cet argument de MM. les tacticiens nous avons répondu une fois pour toutes que le choix des moyens, pour des révolutionnaires, n'est pas indifférent. A l'heure actuelle tous les signes de faiblesse de notre adversaire nous réjouissent, mais nous n'allons pas aider à graisser les rouages du capitalisme en pleurnichant pour que tout aille de nouveau pour le mieux entre l'Etat et ses hommes de main. A plus forte raison demain, quand les institutions de l'Etat commenceront véritablement à craquer sous la pression de la crise révolutionnaire, nous n'irons sûrement pas dire aux prolétaires de " soutenir " les policiers contestataires, encore moins révérons-nous de les voir nous soutenir. Nous ne leur dirons jamais non plus d'appuyer telle fraction de la bourgeoisie contre telle autre, pratique qui a toujours amené la défaite des prolétaires. Mais nous leur dirons au contraire : foncez, c'est le moment ! Et nous les dirigerons dans cette lutte frontale pour la destruction de l'Etat bourgeois, violence contre violence.

La dictature du prolétariat est la seule transition possible entre le capitalisme et le communisme. C'est par elle que le prolétariat peut " briser " la vieille machine d'Etat bourgeois et la remplacer par un Etat prolétarien totalement différent, destiné à s'éteindre de lui-même lorsque disparaîtront les classes, mais indispensable tant que le prolétariat aura encore des ennemis à combattre.

La Commune de Paris, première tentative de réalisation de la dictature du prolétariat, a montré la voie par une série de mesures simples : « Suppression de l'armée permanente, remplacée par le peuple en armes », et de la police transformée en un " instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable ", rétribution de tous les fonctionnaires, du haut en bas de l'échelle, " pour un salaire d'ouvrier ", etc...

Dans l'Etat et la Révolution, Lénine commente en ces termes : « Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne rêvons pas de nous passer d'emblée de toute administration, de toute subordination ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension des tâches qui incombent à la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes auront changé... C'est nous-mêmes, les ouvriers, qui organiserons la grande production en prenant pour point de départ ce qui a déjà été créé par le capitalisme, en nous appuyant sur notre expérience ouvrière, en instituant une discipline rigoureuse, une discipline de fer, maintenue par le pouvoir d'Etat des ouvriers armés ; nous réduisons les fonctionnaires publics au rôle de simples agents d'exécution de nos directives, au rôle " de surveillants et de comptables ", responsables, révocables et modestement rétribués... »

« Ces premières mesures, fondées sur la grande production, conduisent d'elles-mêmes à " l'extinction " graduelle de tout fonctionnarisme, à l'établissement graduel d'un ordre — sans guillemets et ne ressemblant point à l'esclavage salarié — où les fonctions de plus en plus simplifiées seront remplies par tout le monde à tour de rôle, pour ensuite devenir une habitude et disparaître enfin en tant que fonctions spéciales d'une catégorie spéciale d'individus ».

Nous sommes bien loin ici des miasmes qu'on respire en lisant les torchons des faux révolutionnaires d'aujourd'hui. Comme par le passé, ces pages lumineuses, écrites à la veille de la révolution d'Octobre 17, devront guider l'avant-garde prolétarienne dans la future reprise de la lutte révolutionnaire.

Directeur-Gérant F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
 1 3 5, Boulevard Schloesing
 MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

La classe ouvrière et les sirènes

(Suite de la 1^{re} page)

août » a ouvert un cycle historique qui pose à nouveau dans toute sa crudité la fameuse alternative : on va vers la guerre entre les Etats, ou bien vers la guerre entre les classes, vers le massacre impérialiste ou bien vers la révolution communiste. La classe ouvrière n'a aucun intérêt commun avec la classe de ses ennemis ; elle ne doit pas implorer avec les patrons l'aide et le secours de l'Etat pour que les entreprises menacées d'asphyxie par les mesures protectionnistes des U.S.A. soient sauvées, pour que l'emploi soit assuré, pour que les prix ne montent pas, pour que la « souveraineté nationale » soit respectée comme il faut, pour que l'équilibre instable de la finance et du commerce mondiaux soit rétabli.

Les prolétaires doivent opposer aujourd'hui force contre force et demain violence contre violence. Ils ne doivent pas attendre (parce que c'est impossible) que des réformes, des interventions, des palliatifs, leur fournissent un emploi sûr, un logement décent, des prix « justes », car il ne les auront jamais sous le règne du capital. Ils n'ont pas à choisir entre la dévaluation d'une monnaie et la réévaluation d'une autre. Ils n'ont rien à " proposer " aux super-grands du " système monétaire " en crise. Ils n'ont aucune alliance à passer avec leurs exploités au nom de prétendus " intérêts " communs. Ils n'ont pas de patrie ni d'usine à défendre, ils n'ont pas de trésor ni de patrimoine à sauver.

Les prolétaires ont à penser à eux-mêmes : à leur vie à eux, et non à l'usine du patron, au salaire intégral (tant qu'il existera un salaire) pour les chômeurs jetés à la rue comme pour ceux qui travaillent, et non

aux coupons « menacés » de l'actionnaire ; à leurs intérêts de classe et non à ceux de cette mystérieuse société d'Etat qu'on appelle la nation ; ils ont à penser à leur guerre quotidienne contre leurs exploités dans l'usine et au dehors et non à la guerre que les Etats se font sur les marchés ou dans les tranchées ; ils n'ont pas d'armistice à conclure sous prétexte que « l'ennemi est à nos portes » ; leur ennemi, ils l'ont chez eux. Les prolétaires ont à retrouver, dans un combat sans trêve, le sens de la solidarité active entre tous les exploités et de l'antagonisme irréductible contre leurs exploités.

Ils ont à redécouvrir une tradition de lutte sans quartier au cours de laquelle naquirent des organisations syndicales, qui n'avaient pas partie liée avec les patrons et l'Etat mais se dressaient contre eux en tant qu' " écoles de guerre des travailleurs ". Ils ont à redécouvrir le sens de cette lutte acharnée qui s'élève de la petite revendication salariale et du conflit sporadique jusqu'à la lutte pour la conquête du pouvoir et pour la révolution communiste. Ce ne sont pas les livres, c'est l'histoire elle-même qui le dit : le combat ou la mort !

Les prolétaires n'ont qu'une " patrie " : c'est leur programme historique, qui leur est commun à tous, et qui est gravé en lettres de feu dans les pages du Manifeste du Parti Communiste comme dans un siècle de batailles sanglantes, gagnées ou perdues, mais toujours fécondes : c'est le parti de la révolution mondiale.

Que s'effondrent toutes les " patries " avec leurs répugnantes monnaies, et que se dresse de toute sa stature la classe qui ne connaît pas de frontières, qui n'a rien à perdre que ses chaînes, et tout un monde à conquérir !